

## **Document d'information : Prix UNESCO-Obiang, Corruption et Abus en Guinée Equatoriale**

*Préparé par l'Open Society Justice Initiative*

### **Le prix**

Le prix international UNESCO-Obiang Nguema Mbasogo pour la recherche dans les sciences de la vie a été établi en 2008 lorsque le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a accepté 3 millions de dollars du président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo de la Guinée-Équatoriale pour décerner un prix en son nom.<sup>1</sup>

Il avait été prévu que le prix serait décerné en juin mais ceci a été remis à plus tard du fait de sa reconsidération par le Conseil exécutif, lors de sa prochaine séance du 5 au 21 octobre 2010.

### **Le problème**

La création d'un prix de l'UNESCO pour reconnaître des hommes et des femmes de science pour « à améliorer la qualité de la vie des êtres humains »<sup>2</sup>, quand ce prix est nommé pour et financé par le président Obiang, discrédite l'UNESCO et renforce la réputation d'un dictateur corrompu. Les antécédents du président Obiang concernant les violations sérieuses des droits de l'homme et la corruption contredisent la mission et les valeurs de l'UNESCO, et sont contraires à l'objectif du prix.

La promotion du « développement durable intégrant le respect des droits de l'homme, le respect mutuel et la réduction de la pauvreté » est supposée être au cœur des efforts de l'UNESCO. Toutefois, Teodoro Obiang gouverne la Guinée Equatoriale depuis plus de 30 ans en supprimant la dissidence et en maintenant un contrôle fort de la richesse du pays. Sous son administration, le peuple de Guinée Equatoriale est sujet à une pauvreté écrasante tandis que l'argent du pétrole s'accumule dans les comptes bancaires privés des membres de la famille Obiang et de leurs associés.

En honorant un régime oppresseur, le prix sape le travail important de l'UNESCO concernant la liberté d'expression et le prestige du Prix mondial de la liberté de la presse Cano. Le prix sape aussi les efforts de Mme Bokova, Directrice générale actuelle, pour améliorer « l'impact général et la visibilité » des programmes de l'UNESCO et la « transparence et l'intégrité » de l'organisation pendant son mandat.<sup>3</sup>

En outre, le caractère approprié et légal de l'argent fourni pour financer le prix UNESCO-Obiang est en doute. Le président Obiang et ses associés proches sont l'objet de procédures criminelles en cours concernant des allégations de blanchiment d'argent et de corruption. Une demande de renseignement faite auprès de la section d'évaluation du service d'évaluation et d'audit de l'UNESCO a révélé que l'UNESCO n'avait pas de processus en place pour examiner cet argent dans le but d'empêcher le blanchiment d'argent, et qu'elle aurait pu accepter des sommes qui proviennent de la corruption.

Un rapport du groupe de travail de l'UNESCO sur les prix en septembre 2010 a aussi souligné que l'organisation n'a pas de procédures en place pour valider l'intégrité des donateurs privés ou individuels (qui sont impliqués dans les deux tiers environ de tous les prix de l'UNESCO) et peut nécessiter de «faire preuve d'un plus grand discernement» dans la façon dont elle désigne les prix.<sup>4</sup>

### **La solution**

Mme Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, et les membres du Conseil exécutif devraient utiliser la séance d'octobre du conseil pour annuler définitivement le prix UNESCO-Obiang.

Ils devraient aussi établir des politiques et des procédures efficaces pour valider les prix, leurs donateurs et leurs sources de financement afin d'éviter des situations semblables à l'avenir. Ceci pourrait inclure une « étude de faisabilité complète », y compris la considération de « l'intégrité et l'identité » du donateur, que la Directrice générale devrait conduire avant de créer tout prix futur, comme le recommande le groupe de travail sur les prix dans son rapport.<sup>5</sup>

Des personnes proéminentes, y compris l'Archevêque Desmond Tutu, plusieurs autres lauréats du Prix Nobel et d'autres gagnants des prix UNESCO dans le monde entier, ont exprimé leur outrage concernant l'établissement du prix et ont demandé son annulation. Divers gouvernements et parlementaires ont aussi enregistré de sérieuses inquiétudes concernant le prix. Une vaste coalition d'organismes des droits de l'homme, de la liberté de la presse, de la lutte contre la corruption et de la santé publique ont fait campagne pour que l'UNESCO élimine le prix.

En plus d'annuler le Prix UNESCO-Obiang, l'UNESCO devrait agir pour assurer que les sommes en question soient utilisées pour promouvoir l'éducation de base et pour adresser d'autres besoins du peuple de la Guinée-Équatoriale.

### **Contexte**

#### **Pauvreté très répandue malgré de vastes richesses nationales**

La disparité entre les vastes richesses nationales de la Guinée Equatoriale et sa pauvreté très répandue est inégalée n'importe où dans le monde, selon des chiffres récents de l'ONU. En tant que troisième producteur de pétrole de l'Afrique subsaharienne, la Guinée-Équatoriale peu peuplée se vante d'avoir le plus haut PNB par personne en Afrique — 30 627 dollars. Il est plus élevé que celui de l'Italie ou de la Nouvelle-Zélande, et plus de trois fois supérieur à celui de la plupart de ses voisins africains.<sup>6</sup> Pourtant, sous le gouvernement du président Obiang, la Guinée Equatoriale a l'un des niveaux de santé et d'éducation les plus bas du monde.<sup>7</sup> La plupart de la population est sujette à une pauvreté désespérée, et plus de 60 % vivent avec moins de 1 dollar par jour, selon l'UNDAF (Cadre d'assistance des Nations Unies pour le développement).<sup>8</sup> En fait, dans le rapport sur le développement humain de 2009 de l'UNDP, la Guinée-Équatoriale était le pays le plus mal gouverné de tous les pays étudiés, en termes de disparité entre les richesses disponibles et le développement.<sup>9</sup>

## **Oppression et abus des droits de l'homme**

En août 2010, le gouvernement du président Obiang a exécuté quatre dissidents politiques après les avoir kidnappés de leur lieu d'exil dans le Bénin voisin et les avoir condamnés lors d'un procès militaire sommaire. Selon Amnesty International, leurs confessions ont été obtenues sous la torture. Ceci n'est pas un cas isolé. En janvier 2010, Manfred Nowak, Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture « a constaté que les officiers de police commettaient systématiquement des tortures » contre les personnes qui refusaient de "collaborer", les personnes soupçonnées de crimes politiques ainsi que celles soupçonnées de crimes de droit commun et a noté que « les personnes soupçonnées de crimes politiques étaient détenues au secret pour de longues périodes pouvant aller jusqu'à quatre ans. En outre, la plupart d'entre elles portent des entraves aux pieds presque continuellement ».<sup>10</sup>

## **Corruption : Investigations et affaires en cours**

La corruption causant la disparité entre la richesse considérable de la Guinée-Équatoriale et sa pauvreté envahissante est bien documentée. Des investigations antérieures et en cours, conduites par des autorités gouvernementales fiables des États-Unis, de la France et de l'Espagne dans les activités du président Obiang et de ses associés proches, aident à prouver ce que beaucoup avaient soupçonné : un petit groupe au sommet de la société et du gouvernement équato-guinéens détourne à son profit la majorité des milliards de dollars de revenus pétroliers et de revenus des autres ressources naturelles du pays.

La Guinée-Équatoriale est aussi l'objet d'une plainte auprès de la Commission africaine sur les droits de l'homme et des peuples concernant le pillage allégué des ressources naturelles du pays par les officiels de haut niveau.

### Etats-Unis

Des investigations marquantes conduites par le Sénat des États-Unis en 2004 et 2010 ont découvert que d'importantes sommes provenant des revenus pétroliers et d'autres ressources de la Guinée-Équatoriale avaient été finalement transférées dans des comptes en banque privés aux États-Unis, en Espagne, au Luxembourg et ailleurs, ou étaient gaspillées pour acheter des maisons particulières et autres extravagances pour les officiels haut placés et leur famille. Des documents divulgués concernant la mise à exécution des lois sur l'immigration et les douanes aux USA listent un hôtel particulier de 35 millions de dollars en Californie, un jet de 36 millions de dollars et plusieurs voitures et bateaux de luxe appartenant au fils aîné du président Obiang, qui détient aussi le poste de ministre des forêts avec un salaire officiel indiqué d'environ 60 000 dollars.<sup>11</sup>

### Espagne

A la suite du rapport du Sénat des États-Unis en 2004, des investigations conduites par l'ONG espagnole Asociación por Derechos Humanos de España (APDHE) et l'Open Society Justice Initiative ont découvert des preuves fortes selon lesquelles des sommes s'élevant jusqu'à 26 millions de dollars et provenant des fonds du Trésor équato-guinéen auraient pu être utilisées pour l'achat de biens immobiliers en Espagne

pour le compte du président Obiang et d'officiels haut placés du gouvernement. Ces allégations sont maintenant sujettes à une enquête par des juges d'instruction à la Grande Canarie, Espagne.<sup>12</sup>

### France

A la suite d'une plainte déposée par les ONG françaises Association Sherpa et Transparence International contre le président Obiang et ses associés pour recel de détournement de fonds publics (« *recel de détournement de fonds publics visé par les articles 321-1 et 432-15 du Code pénal français* »),<sup>13</sup> une investigation de police commencée en juin 2007<sup>14</sup> a confirmé que le président Obiang était propriétaire d'une résidence haut de gamme à Paris et a découvert huit automobiles de luxe appartenant à son fils Teodorin, y compris deux Ferrari, deux Bugatti, deux Maserati, une Maybach et une Rolls Royce, d'une valeur totale de 4 millions d'euros.<sup>15</sup> L'affaire est désormais en instance auprès de la *Cour de cassation*, dans l'attente d'une décision concernant la qualité de plaidant des ONG.

Commission africaine sur les droits de l'homme et des peuples

En octobre 2007, APDHE, l'Open Society Justice Initiative et EG Justice (un organisme sur les droits de l'homme basé aux USA) ont déposé une plainte alléguant le détournement des revenus pétroliers des coffres du gouvernement vers des comptes privés — dont les investigations espagnoles et françaises illustrent une branche dans le cadre d'une toile complexe de corruption et de blanchiment soupçonnés — viole l'article 21 de la Charte africaine sur les droits de l'homme et des peuples en empêchant le peuple équato-guinéen de jouir librement de ses richesses naturelles.<sup>16</sup> La plainte déclare que le gouvernement équato-guinéen s'engage dans la corruption, le contrôle abusif de l'appareil judiciaire et la suppression violente de la dissidence pour faciliter le pillage des ressources naturelles du pays.<sup>17</sup>

---

<sup>1</sup> *Création du prix international UNESCO-Obiang Nguema Mbasogo pour la recherche en sciences de la vie*, 180 EX/57, Paris, 29 septembre 2008, p. 1 et 2. La résolution d'établissement déclare à la fois que le « gouvernement » a proposé de financer le prix, et que l'organisme donateur est la Fondation Obiang Nguema Mbasogo pour la préservation de la vie ; pourtant, il n'existe pas d'explication publiquement disponible concernant l'identité de la fondation, qui semble être inconnue du public.

<sup>2</sup> Id. (Le document de création du prix déclare que le prix a « pour objet de récompenser les projets et activités d'une personne ou d'un groupe de personnes, d'institutions scientifiques, d'autres entités ou d'organisations non gouvernementales qui ont contribué, par des recherches en sciences de la vie, à améliorer la qualité de la vie des êtres humains ».)

<sup>3</sup> Voir **RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE SUR L'ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DE LA STRATÉGIE D'ENSEMBLE POUR LES PRIX UNESCO**, 185 EX/38, 10 septembre 2010, para 4.

<sup>4</sup> Ibid, para 17 et 20.

<sup>5</sup> Ibid, para 20 et 23.

<sup>6</sup> Voir le Programme de développement des Nations Unies (PNUD), Rapport sur le développement humain de 2009 (appelé par la suite « Rapport PNUD de 2009 »), tableau H (« **L'indice du développement humain 2007 et ses composants** »), p. 190 à 193, disponible à : <http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rmdh2009/> L'UNDP a calculé le PIB équato-guinéen par habitant pour 2007 à 30 627 dollars.

<sup>7</sup> Voir *Corruption and its Consequences in Equatorial Guinea, an Open Society Justice Initiative Briefing Paper*, mis à jour en mars 2010, p. 4. Disponible à [http://www.soros.org/initiatives/justice/focus/anticorruption/articles\\_publications/publications/eqbriefing\\_20090721](http://www.soros.org/initiatives/justice/focus/anticorruption/articles_publications/publications/eqbriefing_20090721).

<sup>8</sup> República de Guinea Ecuatorial y Sistema de las Naciones Unidas, *Balance Común de Pais (CCA), Versión Validada* (septembre 2006), p. 7. Voir aussi Nations Unies, *Cadre d'assistance des Nations Unies pour le développement (UNDAF) en Guinée Equatoriale pour la période 2008-2012* (appelé par la suite dans la présente « rapport UNDAF de 2007 ») (12 février 2007), p. 7, disponible à [http://www.undg.org/docs/7228/undaf%20version%20finale%20\(FR\)%2020-02-2007.doc](http://www.undg.org/docs/7228/undaf%20version%20finale%20(FR)%2020-02-2007.doc).

<sup>9</sup> Rapport PNUD de 2009, tableau H, p. 190. Voir la dernière colonne, classement selon le PIB par habitant moins classement selon le IDH.

<sup>10</sup> *Rapport du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Manfred Nowak*, additif : Mission à la République de Guinée Équatoriale, A/HRC/13/39/Add.4 (7 janvier 2010)

<sup>11</sup> Ken Silverstein, « U.S. Government Documents Crime Spree by Dictator's Son: Why no action by the feds? » Harper's (16 novembre 2009), disponible à <http://harpers.org/archive/2009/11/hbc-90006022>.

<sup>12</sup> Des renseignements concernant l'affaire espagnole, y compris les versions en espagnol et en anglais de la plainte, sont disponibles à <http://www.soros.org/initiatives/justice/litigation/obiangfamily>.

<sup>13</sup> Plainte avec constitution de partie civile (plainte criminelle), Transparence International, France et Gregory Ngbwa Mintsa, Tribunal de grande instance de Paris (2 décembre 2008).

<sup>14</sup> Voir *The Independent*, « Paris judge to examine African leaders' finances » (7 mai 2009), disponible à : <http://www.independent.co.uk/news/world/europe/paris-judge-to-examine-african-leaders-finances-1680808.html>.

<sup>15</sup> Voir par exemple *Jeune Afrique*, « Le détail des biens présumés mal acquis de Bongo, Sassou et Obiang » (7 mai 2009), disponible à : <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20090507150950/-justice-Denis-Sassou-Nguesso-Teodoro-Obiang-Omar-Bongo-Le-detail-des-biens-presumes-mal-acquis-de-Bongo-Sassou-et-Obiang-.html>.

<sup>16</sup> Voir *Communication to the ACHPR* (12 octobre 2007), 1-3 ; voir aussi, *The Social and Economic Rights Action Center for Economic and Social Rights v. Nigeria* (le centre d'action concernant les droits sociaux et économiques pour les droits économiques et sociaux contre le Nigeria), Commission africaine sur les droits de l'homme et des peuples, Comm. n° 155/96, (2001), para. 56 à 60.

<sup>17</sup> *Id.*